Contrat d'abonnement INFOGREFFE

Accès par voie électronique aux Greffes des Tribunaux de Commerce
Un contrat par abonnement est nécessaire

ENTRE

Le G.I.E INFOGREFFE

Immeuble Le Parisien

5-7 Avenue de Paris

94300 Vincennes

338 885 718 RCS CRETEIL

Agissant en tant que mandataire des
Greffiers des Tribunaux de Commerce
concernés.

ET L'UTILISATEUR ci-après désigné

SOCIÉTÉ : _____

N° SIRET : _____

N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ PAYS : _____

VILLE : _____

Personne à contacter :

NOM / PRENOM _____

FONCTION : _____

FIXE : _____ MOBILE : _____

E-MAIL : _____

L'UTILISATEUR demande à être abonné au service INFOGREFFE pour :

Un seul utilisateur : 85,00 € HT par an (102,00 € TTC)

Pour tout abonnement supplémentaire, veuillez nous contacter via le formulaire de contact sur infogreffe.fr

L'UTILISATEUR choisit de régler ses factures par :

Prélèvement bancaire le 10 du mois suivant la date d'émission de la facture

(A joindre : RIB et mandat SEPA dûment complété, daté et signé)

Virement bancaire (Société Générale – IBAN : FR7630003005080002050322748- BIC : SOGEFRPP)

L'UTILISATEUR demande que ses factures lui soient adressées :

Par e-mail Précisez l'e-mail : _____

Par Chorus Précisez les informations suivantes :

SIRET : _____

SERVICE EXECUTANT : _____

N° D'ENGAGEMENT : _____

Adresse de facturation :

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____ PAYS : _____

Personne à contacter pour la facturation :

NOM / PRÉNOM _____ FONCTION : _____

TÉL : _____ E-MAIL : _____

L'UTILISATEUR reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales ci-jointes

Fait à Vincennes, en deux exemplaires, le _____

L'UTILISATEUR
(Cachet de la société et nom du signataire)

LE G.I.E INFOGREFFE

Contrat d'abonnement INFOGREFFE

Accès par voie électronique
aux greffes des tribunaux de commerce,
Un contrat par abonnement est nécessaire

Article 1 : DEFINITIONS

INFOGREFFE : désigne le G.I.E. INFOGREFFE.

Contrat : est composé du présent contrat d'abonnement et de ses annexes.

Greffe(s) : tout greffe des tribunaux de commerce, membre d'INFOGREFFE et tous les greffes publics des tribunaux judiciaires à compétence commerciale et des tribunaux mixtes de commerce.

Site : sites web contenant les informations relatives aux Services contenus dans le présent contrat et qui sont accessibles aux adresses suivantes : www.infogreffe.fr et www.infogreffe.nc

Client : toute personne qui souscrit le Contrat, incluant les utilisateurs tels qu'identifiés en Annexe 1 des présentes, indépendamment de sa qualité.

Services : ensemble des prestations de services et produits proposés par INFOGREFFE, objet du présent Contrat, et facturés selon les modalités identifiées à l'Annexe 1 des présentes. Les Services soumis à des conditions particulières de facturation sont identifiés en Annexe 2.

Client Professionnel : le Client qui est une personne physique ou morale, publique ou privée agissant à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou agricole y compris lorsqu'elle agit au nom ou pour le compte d'un autre professionnel.

Client Consommateur : le Client qui est une personne physique agissant à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale

Partie(s) : cocontractant(s) du Contrat, ci-après désignés collectivement les « Parties » et individuellement la « Partie ».

Article 2 : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet l'interrogation à distance, des informations issues des registres publics des Greffes.

Article 3 : DURÉE

Le Contrat est conclu pour une durée d'un (1) an renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties, par lettre recommandée avec préavis d'un (1) mois.

Article 4 : ACCES AU SITE ET AU SERVICE

Le Site est accessible par Internet, le Client fait son affaire de la fourniture et l'installation du terminal et de la liaison téléphonique, dont il assume les frais. Il est rappelé que la consultation et l'utilisation du Site se font conformément aux Conditions générales d'utilisation (CGU) et des conditions générales de vente (CGV) d'INFOGREFFE disponibles sur le Site.

Article 5 : PROCÉDURES OPÉRATOIRES

Chaque utilisateur se connecte avec ses identifiants (adresse email et mot de passe). Chaque utilisateur, pour ses propres besoins, peut demander l'attribution d'une facturation distincte. Ses identifiants sont communs à tous les Greffes concernés par le Contrat. L'utilisateur s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour ne pas divulguer ses identifiants à des tiers. Le mot de passe peut être modifié à l'initiative de chacune des Parties.

Article 6 : FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME

Les Greffes s'engagent à apporter tout le soin en usage pour garantir le bon fonctionnement du Service. Toutefois, ils ne peuvent garantir les temps de réponse et leur stabilité dans le

temps pour lesquels leur responsabilité ne saurait être mise en cause.

Article 7 : RESPONSABILITÉ

Le Client est le seul responsable des questions qu'il pose, des choix effectués par lui dans le fichier et des conséquences directes ou indirectes de l'utilisation des réponses données. De plus, la responsabilité des Greffiers n'est pas engagée pour retard ou défaillance tenant soit à un cas de force majeure tel que défini à l'article 1218 du code civil, soit à un événement échappant à leur contrôle, soit encore du fait du Client. INFOGREFFE ne supporte en aucun cas la responsabilité des données produites par les Greffes. Le Client reconnaît être parfaitement informé de ce que les informations disponibles ou les services proposés peuvent varier d'un Greffe à l'autre, sans qu'INFOGREFFE puisse en être tenu responsable. Il est expressément convenu que si la responsabilité d'un Greffier était retenue dans l'exécution du Contrat, le Client Professionnel ne pourrait prétendre à d'autres indemnités et dommages et intérêts, que le remboursement des règlements qu'il a déjà effectués pour la partie des Services où se révèle une défaillance ou une erreur imputable au Greffier concerné ou le non-paiement de cette partie des Services. En aucun cas, INFOGREFFE ou les Greffiers ne prendra en charge l'indemnisation des dommages immatériels tels que, notamment, préjudice commercial, préjudice d'exploitation, perte de bénéfice, manque à gagner, forclusion dans la production de créances, etc.

Article 8 : DONNEES PERSONNELLES

Les informations fournies au Client au titre du traitement de ses données à caractère personnel (loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 (ci-après désigné « RGPD »)) sont indiquées dans la Charte RGPD, accessible sur le Site <https://www.infogreffe.fr/politique-de-confidentialite-traitement-donnees-personnelles>

Conformément à la Charte RGPD, le Client peut adresser les demandes relatives au traitement de ses données à caractère personnel à l'adresse postale d'INFOGREFFE ou à l'adresse email suivante : protection-donnees@infogreffe-siege.fr

Article 9 : PROTECTION DES INFORMATIONS

Les données mises à la disposition du Client dans le cadre du Contrat proviennent des registres tenus par les Greffes compétents, qui en sont dépositaires. Le Client s'interdit toute action tendant à s'approprier ou tenter de s'approprier indûment le contenu des fichiers, notamment en vue de constituer une base de données documentaires ou de reconstituer tout ou partie des fichiers d'origine. Le droit d'usage dont bénéficie le Client comprend la visualisation des informations sur écran et la copie des documents accessibles sur commande, moyennant paiement. Le Client ne pourra en aucune manière, au bénéfice de tiers, céder, publier, distribuer, diffuser donner accès aux informations objets du présent Contrat sous peine de versement de dommages-intérêts et de résiliation du Contrat. Le Contrat n'opère aucun transfert de droit de propriété et constitue une simple autorisation, précaire modifiable et révoquant en fonction de toute évolution des missions de service public des Greffes. En outre, toute reproduction de ces informations ou de redistribution à des fins commerciales est interdite.

Article 10 : DROIT DE RETRACTATION

10.1. Contrat d'abonnement

Le Client Consommateur dispose d'un délai de quatorze (14) jours pour exercer son droit de rétractation à compter de la conclusion du Contrat. Pour exercer son droit de rétractation, le Client Consommateur doit notifier sa décision de rétractation avant l'expiration du délai précité, au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté par exemple en utilisant le [Formulaire de rétractation.pdf](#), à l'adresse suivante : 5-7 avenue de Paris, 94300 Vincennes.

10.2. Services immédiatement et pleinement exécutés

Conformément à l'article L. 221-28 1° du code de la consommation, le droit de rétractation ne peut être exercé pour la fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation.

Par la signature du Contrat, le Client reconnaît et accepte que les Services s'exécutent immédiatement et pleinement après le paiement et qu'en conséquence il renonce expressément à son droit de rétractation.

Article 11 : **PRIX**

Les prix indiqués à l'Annexe 1 du Contrat, dont le Client reconnaît avoir pris connaissance, correspondent aux tarifs pratiqués par le Greffe ou INFOGREFFE au moment de la réception par ses soins de l'acceptation du Contrat par le contractant. En cas de modifications du tarif réglementaire des Greffiers, ou des tarifs postaux, celles-ci seront immédiatement applicables. Les autres éléments de facturation seront révisables annuellement. Le coût des transmissions par réseau reste à la charge exclusive du Client. Le coût de l'abonnement n'inclut pas le coût des Services.

Article 12 : **MODALITÉS DE FACTURATION**

Lors de la souscription du Contrat, la première facture émise par INFOGREFFE comprend l'abonnement annuel (et les abonnements des utilisateurs s'il y a lieu). Sauf exception, les factures seront émises mensuellement ; le Client autorise INFOGREFFE à lui délivrer sous forme électronique le relevé détaillé des consommations. Les factures (et relevés détaillés) sont accessibles en ligne sur le compte du client pendant dix-huit (18) mois. Elles seront payables net, à réception et sans escompte. En cas de règlement tardif, INFOGREFFE pourra suspendre le Service sans préavis ou résilier le Contrat conformément aux dispositions de l'article 13 du Contrat.

Article 13 : **RÉSILIATION DU CONTRAT**

13.1. Chacune des Parties pourra résilier le Contrat de plein droit en cas d'inexécution par l'autre Partie de l'une des obligations lui incombant au titre du Contrat. Cette résiliation deviendra effective après mise en demeure adressée à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception et restée sans effet au terme d'un délai d'un (1) mois à compter de son envoi.

13.2. INFOGREFFE pourra résilier le Contrat, sans indemnité, dans le cas où des dispositions législatives et/ou réglementaires viendraient à modifier, directement ou indirectement, les missions des greffes des tribunaux de commerce, des greffes publics des tribunaux judiciaires à compétence commerciale ou des tribunaux mixte de commerce. Dans cette hypothèse, la résiliation sera effective à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

13.3. A la date de résiliation du Contrat, les sommes réglées au titre du Contrat résilié sont acquises et celles restant dues deviennent immédiatement exigibles. L'absence de règlement entraîne une majoration de retard égale à trois (3) fois le taux de l'intérêt légal, sans préjudice de tous dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.

13.4. La résiliation du Contrat ou la suspension du Service objet du Contrat ne saurait en aucun cas donner lieu à restitution, même partielle, des frais d'abonnement annuel.

Article 14 : **DISPOSITIONS DIVERSES**

14.1. À peine de résiliation immédiate, le Client ne peut concéder les droits et obligations du Contrat à un tiers, sans l'accord écrit et préalable d'INFOGREFFE.

14.2. La nullité de l'une quelconque des obligations résultant du Contrat, pour quelque cause que ce soit, n'affectera pas la validité des autres obligations et les Parties s'engagent à négocier de bonne foi des dispositions de remplacement.

14.3. Conformément à l'article 3 des CGU/CGV d'INFOGREFFE, en cas de contradiction entre tout ou partie des dispositions desdites CGU/CGV et du Contrat, celles de ce dernier prévaudront.

14.4. Le fait pour une Partie de ne pas revendiquer l'application d'une disposition quelconque du Contrat ou d'en tolérer l'inexécution de façon temporaire ou permanente, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation par cette Partie à exercer les droits qu'elle détient au titre dudit Contrat.

Article 15 : **LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

15.1. Le Contrat est soumis au droit français.

15.2. En cas de litige, les Parties s'engagent, préalablement à toute saisine du juge, à soumettre leur différend à un (1) conciliateur de justice choisi parmi les membres de leur profession. A compter de sa désignation, le conciliateur disposera d'un délai de deux (2) mois pour parvenir à trouver une solution amiable au différend entre les Parties. Pendant la conciliation, aucune procédure judiciaire ne pourra être intentée par l'un ou l'autre des Parties. A défaut de parvenir à un accord amiable dans le délai imparti, la juridiction compétente pourra être saisie.

15.3. Conformément aux articles L.612-1 à L.612-5 du code de la consommation, tout Client Consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel. A cet effet, INFOGREFFE garantit au Client Consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation. Le Client Consommateur est néanmoins informé que le litige ne pourra être examiné par le médiateur de la consommation que s'il est en mesure de justifier avoir tenté au préalable de résoudre son litige directement auprès d'INFOGREFFE par une réclamation écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, et que cette réclamation n'ait pas aboutie ou soit restée sans réponse dans un délai de deux (2) mois.

15.4. INFOGREFFE étant un groupement de nature civile, il est rappelé que tout éventuel litige se rapportant à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat relève des juridictions civiles.

Article 16 : **SERVICES SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIERES DE FACTURATION**

16.1. **Surveillances**

Le Service de surveillance proposé par INFOGREFFE consiste en la mise en place d'un système d'alertes automatiques pour tout événement concernant une ou plusieurs entreprises.

Une fois mis en place, le Client reçoit des alertes automatiques pour tout événement concernant l'entreprise surveillée.

Le Client peut mettre fin à la surveillance en la supprimant de son portefeuille de surveillances. La surveillance peut être automatiquement supprimée lors de la survenance de certains événements.

La facturation sera reconduite tacitement pour une durée d'un an à la date d'anniversaire de la pose de la surveillance. Le Client a la possibilité de dénoncer la reconduction tacite annuelle en supprimant la surveillance avant la survenance de la date d'anniversaire de la pose.

16.2. **K-bis périodiques**

Le Service K-bis périodiques proposé par INFOGREFFE consiste en l'envoi périodique d'un ou plusieurs extraits K-bis pour une durée variant de douze (12) à (vingt-quatre) 24 mois et dont la périodicité peut varier à la demande du Client.

Ce Service ne fait pas l'objet d'une reconduction tacite. Les modalités de facturation sont déterminées pour la durée dudit Service.

ANNEXE FINANCIÈRE MISE À JOUR AU 01 MAI 2024

	Tarif HT	Tarif TTC
Tarifs Abonnement annuel (Les consommations mensuelles sont facturées en sus)		
▪ Le premier utilisateur	85,00 €	102,00 €
▪ L'utilisateur supplémentaire (par utilisateur, dans la limite de 5)	42,50 €	51,00 €
▪ Au-delà de 5 utilisateurs	Nous consulter	
Tarifs Documents officiels		
▪ Chiffres clés	Gratuits	
▪ Liste des actes déposés au Greffe	Gratuite	
▪ Surveillance:		
- pose de surveillance par n° SIREN, par domaine et par an :		
➢ RCS / Bilans / actes / statuts	3,50 €	4,20 €
➢ par type d'état d'endettement	2,60 €	3,12 €
➢ procédures collectives	1,50 €	1,80 €
- révélations :	Gratuites	
▪ Actes et statuts*	6,36 €	7,63 €
▪ Extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (Kbis)*	2,13 €	2,56 €
▪ Bilan simple (données saisies)*	3,00 €	3,60 €
▪ Copie intégrale des comptes annuels*	6,36 €	7,63 €
▪ Certificat de dépôt*	1,08 €	1,30 €
▪ Certificat de non dépôt*	1,08 €	1,30 €
▪ État d'endettement*		
- Complet (Privilèges, Nantissements, Gage sans dépossession)	51,12 €	61,34 €
- Par type d'inscription de privilège	2,13 €	2,56 €
▪ Redressement ou liquidation judiciaire*	2,16 €	2,59 €
▪ Historique des inscriptions modificatives au RCS*	5,31 €	6,37 €
▪ Dossier complet en visualisation + envoi courrier (Extrait Kbis, Historique des inscriptions modificatives au RCS, Certificat en matière de redressement ou de liquidation judiciaire, Comptes annuels complets, État des Privilèges et Nantissements complet, Derniers statuts mis à jour)	Tarif en fonction des documents disponibles	
▪ Recherche par Dirigeant :		
- liste simple	Gratuite	
- liste enrichie (qualité de dirigeant, chiffre d'affaires, forme juridique, adresse, qualité ...)	2,60 €	3,12 €
▪ Liste multicritère entreprises :		
- Immatriculations au RCS	0,26 €	0,31 €
- Radiations au RCS	0,26 €	0,31 €
- Dépôts des comptes annuels	0,26 €	0,31 €
- Liste des RJ / LJ	1,30 €	1,56 €
- Entreprises et fonds de commerce à céder	Gratuite	
▪ Commande de jugement ou ordonnance*	2,13 €	2,56 €
Frais de transmission		
<u>Diligences de transmission par voie électronique :</u>		
▪ Extrait Kbis	0,54 €	0,65 €
▪ Autres actes et documents	1,60 €	1,92 €
<u>Frais postaux</u>		
▪ Extrait Kbis	1,08 €	1,30 €
▪ Etat d'endettement complet	1,80 €	2,16 €
▪ Etat d'endettement partiel	1,08 €	1,30 €
▪ Bilans / Actes / Statuts	2,62 €	3,14 €
▪ Autres produits	1,08 €	1,30 €

* Tarifs fixés aux articles R. 743-140 et suivants du Code de commerce.

d'effacement, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dans la version en vigueur) et au Règlement général (UE) 2016/679 sur la protection des données du 27 avril 2016, auprès du G.I.E INFOGREFFE - à l'attention du Délégué à la protection des données - 5/7, avenue de Paris, 94307 Vincennes cedex ou à l'adresse mail suivante : protection-donnees@infogreffe-siege.fr.